

Des maux de la culture aux mots de la politique (suite) Oui au rapport Arpin

Marie-Andrée Beaudet

Numéro 83, automne 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/44948ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, M.-A. (1991). Des maux de la culture aux mots de la politique (suite) : oui au rapport Arpin. *Québec français*, (83), 33–33.

ÉDITORIAL

Marie-Andrée BEAUDET

DES MAUX DE LA CULTURE AUX MOTS DE LA POLITIQUE (SUITE)

OUI AU RAPPORT ARPIN

Cent fois sur le métier... Surtout en matière de politique culturelle au Québec. Cent fois reprendre les mêmes arguments. Cent fois reprendre le bâton du pèlerin. C'est ce qu'a fait, à la demande de madame Liza Frulla-Hébert, le groupe-conseil dirigé par monsieur Roland Arpin. Rappelons les noms de ceux qui faisaient partie de ce groupe-conseil mis sur pied en février dernier : Jules Bélanger, Andrée Ménard, Bernard Boucher, Gaétan Morency, Marcel Couture, Robert Spickler, Antoine Del Busso, Marie Tifo, Peter Krausz et Serge Turgeon.

Le 14 juin, à peine donc quatre mois après sa création, le groupe remettait à la ministre des Affaires culturelles un rapport en forme de « Proposition pour une politique de la culture et des arts » (que l'on peut se procurer dans les librairies et chez les concessionnaires des Publications du Québec). Un excellent rapport qui vient rappeler à l'État sa responsabilité à l'endroit de la culture. Une responsabilité à laquelle jusqu'ici les gouvernements ont peu souscrit mais que les circonstances constitutionnelles et sociales ne permettent plus d'éluider. C'est pourquoi le Rapport Arpin en fait un principe de base : « Le temps est venu de considérer la culture comme une mission essentielle de l'État ». *Québec français*, dans son bloc-notes de l'été, en avait affirmé la nécessité et l'urgence. Presque toutes les recommandations du Rapport seraient à citer. Faute d'espace, nous nous contenterons d'en signaler trois que nous tenons pour capitales : premièrement, mieux arrimer les pratiques culturelles et les pratiques scolaires (« l'édu-

cation culturelle »); deuxièmement, voir à diffuser adéquatement la culture en régions ; troisièmement, accroître l'action internationale via, entre autres, les services culturels des Délégations générales du Québec qui existent un peu partout dans le monde. En clair : le Rapport Arpin est un excellent rapport et il tombe à point nommé. Mais une question demeure, malheureusement trop facile à deviner : qu'en fera le Gouvernement Bourassa ? Mettre sur pied un groupe-conseil et mettre de l'avant une véritable politique culturelle, consulter et agir, ce sont des choses bien différentes et, lorsqu'on sait avec quel art consommé le Gouvernement actuel cultive les grandes déclarations de principe et l'attentisme, il y a lieu de ne pas trop se réjouir.

Quoi qu'il en soit, il faut féliciter Monsieur Arpin et tous les membres de son groupe-conseil en espérant, pour eux et pour nous, que leur travail n'ira pas rejoindre d'autres rapports sur la culture qui, depuis la création du ministère des

Affaires culturelles en 1961, ont tenté mais en vain de donner force, élan et cohésion à ce Ministère majeur qui n'a jamais reçu l'attention qu'il mérite. Il y a exactement quinze ans, Jean-Paul L'Allier, alors ministre des Affaires culturelles, présentait un programme d'action intitulé « Pour l'évolution de la politique culturelle ». Dans l'éditorial de la revue *Lettres québécoises*, le mois suivant (septembre 1976), le directeur Adrien Thério se réjouissait de l'initiative et de la qualité des orientations proposées mais s'inquiétait des suites qu'allait, dans les faits, recevoir le document : « Je reconnais, disait-il, devant l'ampleur des réformes proposées, que le nouveau ministre des Affaires culturelles part d'un bon pied. Malgré tout, je reste un peu sceptique. Et je me demande si je suis le seul à l'être. Pour me justifier, je n'aurais qu'à dire que le passé est garant de l'avenir. Mais je me méfie aussi des clichés. Ne peut-on pas dire avec autant de justesse que le passé n'est pas garant de l'avenir ? Je le souhaite et je m'arrête sur cette note optimiste. »

Aujourd'hui, on sait que les inquiétudes de monsieur Thério étaient fondées. Les nôtres le seront-elles ?

Nous avons toutes les raisons de garder l'œil ouvert. Le passé et le présent nous en fournissent à la pelle ! Et lorsqu'on entend Carla Hills, représentante au Commerce des États-Unis, déclarer, dans le cadre des échanges du Libre-échange (juillet 1991), que la culture elle aussi devrait être soumise aux lois du marché, la culture des autres évidemment, cela nous fait frémir et nous laisse à songer que le temps presse.

